



Cadre Harmonisé d'identification et d'analyse des zones et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH) - Analyse régionale de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë - Situation courante (mars- mai 2015) et projetée (juin – août 2015)

L'essentiel

La campagne agricole et pastorale 2014-2015 a été globalement satisfaisante avec une production céréalière estimée à 61.612.300 tonnes (données révisées de mars 2015) en hausse de 7% par rapport à l'année dernière et de 10% par rapport à la moyenne quinquennale. Toutefois, des baisses de production céréalière ont été enregistrées à l'Ouest du Tchad, au Burkina Faso et dans le bassin Ouest notamment en Mauritanie, au Cap vert, en Guinée Bissau, en Gambie et au Sénégal. Les plantes à racines et tubercules ont connu une production en hausse de 17% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Sur le plan pastoral, la disponibilité des pâturages et des points d'eau est globalement moyenne. Toutefois, on relève des déficits fourragers par rapport à la moyenne en Mauritanie, au Sénégal et par endroits au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad. Cette situation a engendré une transhumance précoce en Mauritanie, au Sénégal et autour du lac Tchad. Dans les zones d'accueil, on pourrait assister à une dégradation rapide des pâturages avec pour conséquence une baisse de l'embonpoint des animaux et des possibles tensions pour l'accès aux ressources limitées en début la saison d'hivernage prochain dans le Sahel.

Globalement, les marchés demeurent bien approvisionnés avec des prix des denrées alimentaires stables ou en baisse par rapport à la moyenne des 5 dernières années, sauf au Nord-Ouest du Tchad où les prix des céréales sont de 15 à 40% au-dessus de la moyenne quinquennale. Pour les cultures de rente, les prix sont en général en hausse, par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Les prix du bétail sur les marchés sont globalement stables par rapport à l'année dernière avec néanmoins des baisses de plus 20 % par endroits au Tchad, au Nord Nigéria et Nord-Est du Niger. Cependant, par rapport à la moyenne quinquennale, les prix du bétail demeurent stables ou en hausse dans le bassin central.

L'insécurité, au Nord du Mali, au Nord-Est du Nigeria, en République centrafricaine, en Lybie, au Soudan et au Sud Soudan, a entraîné des mouvements de population et impacté négativement la sécurité civile sous régionale (Mali, Tchad, Niger). Elle continue de perturber les flux transfrontaliers (vivriers et bétail) ainsi que la transhumance. Cette situation contribue à la dégradation de situation alimentaire et nutritionnelle des populations réfugiées, déplacées internes et des zones d'accueil. L'amélioration de la situation sanitaire dans les pays touchés par l'épidémie de la fièvre à virus Ebola (Liberia, Sierra Leone, Guinée) a permis l'ouverture des frontières avec une reprise progressive des échanges commerciaux à l'intérieur des pays concernés mais également avec leurs voisins.

La situation alimentaire et nutritionnelle actuelle s'explique par les indicateurs de résultats ci-après :



Consommation alimentaire

La consommation alimentaire est globalement satisfaisante dans la région grâce à une disponibilité moyenne des stocks dans les ménages et sur les marchés. Cependant, suite au déficit de production, à la baisse des revenus, à la hausse des prix par endroits et à la perturbation des flux commerciaux, les ménages pauvres et très pauvres vivant dans les zones identifiées en crise alimentaire connaissent des difficultés d'accès à l'alimentation. En situation projetée (juin – août 2015), ces difficultés pourraient s'accroître dans ces zones.



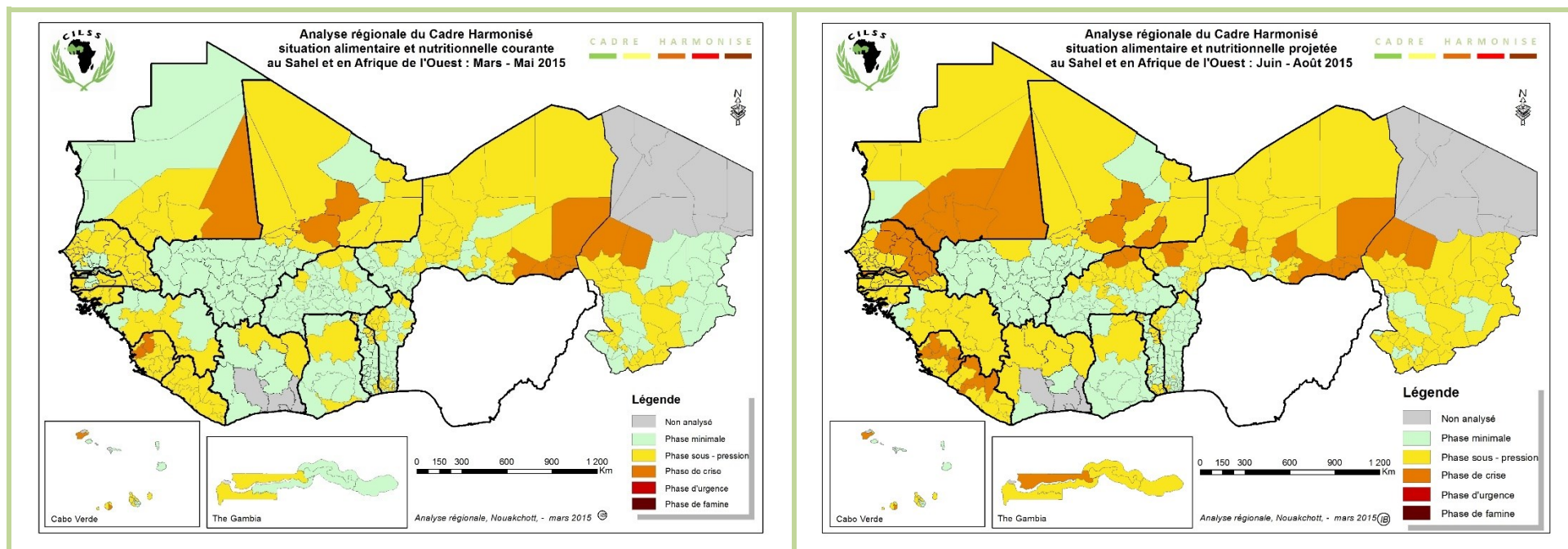
Evolution des moyens d'existence

Globalement, les moyens d'existence demeurent stables grâce à la disponibilité des récoltes en saison hivernale et en saison sèche avec des niveaux stables des prix des cultures de rente et du bétail. Cependant, les ménages pauvres et très pauvres sont sous pression particulièrement dans les zones ayant enregistré des baisses importantes de production par rapport à la moyenne et dans les zones affectées par l'insécurité civile et abritant des populations réfugiées, déplacées et les familles d'accueil. Les ménages vivant cette situation se retrouvent également dans les zones affectées par l'épidémie à virus Ebola.



Nutrition :

Très peu de données nutritionnelles à jour ont été disponibles au cours de cette analyse, excepté au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger où une enquête SMART partielle dans les zones agropastorales et agricoles des régions de Maradi et de Zinder a été réalisée. Dans ces trois pays, l'analyse révèle, qu'en situation courante, seuls quatre départements de la région de Maradi au Niger présentent des taux de MUAC supérieurs au seuil d'alerte de 10%. Au Burkina Faso, douze provinces ont enregistré des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs au taux d'alerte de 10% mais inférieurs au seuil d'urgence de 15%.



Phase 1 Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; ou marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classer en famine).



Principaux résultats de l'analyse

Facteurs contributifs

Disponibilité alimentaire :

Les disponibilités alimentaires (céréales et tubercules) sont globalement bonnes dans la région au regard des niveaux des productions actuelles, des stocks résiduels satisfaisants dans le bassin Centre, du bon fonctionnement des marchés et des conditions favorables d'importation du marché international (riz, blé). Cependant, les faibles récoltes enregistrées à l'ouest du Sahel et dans les zones affectées par les conflits ont entraîné un épuisement précoce des stocks des ménages et une plus grande dépendance au marché pendant la période de soudure (juin-août 2015).

La disponibilité des pâturages et des points d'eau est moyenne dans les principales zones agropastorales. Toutefois, des difficultés sont perceptibles pour l'alimentation du bétail, avec un impact négatif probable sur les revenus issus de l'élevage, à partir du deuxième trimestre de l'année particulièrement au nord du Mali, en Mauritanie, au nord du Sénégal et par endroits autour du Lac Tchad. La transhumance demeurera perturbée dans l'est de la région du fait de la persistance de l'insécurité civile au nord du Nigeria et en Centrafrique. Des conflits pourraient naître dans les zones de concentration du bétail pour la gestion des ressources pastorales.

Accessibilité alimentaire :

Les prix des denrées alimentaires sont en général inférieurs à ceux de l'année passée à la même période. Ils sont stables avec des baisses localisées comparativement à la moyenne des 5 dernières années. Dans le bassin du Lac Tchad et au Sud-Est et Centre-Ouest de la Mauritanie, on note des hausses de prix dépassant les 30%. Les prix du bétail, généralement stables ou en hausse par rapport à la moyenne quinquennale, permettent aux ménages pastoraux de bénéficier des termes de l'échange bétail/céréales favorables. Une dégradation de ces termes de l'échange est perceptible dans certaines zones pastorales du Tchad, de la Mauritanie, du nord-ouest du Mali, du nord-ouest du Niger, du centre et du nord du Sénégal en mai et juin 2015. On assiste déjà à un recours accru à l'aliment du bétail par les ménages agropastoraux dans les zones de faibles productions pastorales qui pourra générer une hausse probable des prix dans les mois à venir.

Utilisation : situation nutritionnelle toujours préoccupante

L'accès à l'eau potable demeure toujours une préoccupation avec des impacts négatifs sur la situation nutritionnelle.

l'insécurité civile dans la région rend certaines catégories de populations plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

L'insécurité au Nord-Est du Nigeria a entraîné des mouvements de population à l'intérieur du pays dans des zones encore sécurisées ou dans les pays voisins (Niger, Tchad, Cameroun). Cette insécurité continue d'entraîner des pressions sur les ressources locales disponibles et affecte les moyens d'existence des populations déplacées et ceux des populations hôtes ainsi que leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Phase courante (mars- mai 2015) et projetée (juin –août 2015)¹

Phase 4 – Urgence et Phase 5 - famine

- **Situation courante** : aucune zone n'est classée en phase 4 ou 5 ; cependant 80 000 personnes se trouvent en situation d'urgence réparties au Cap Vert, en Guinée Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad.
En situation projetée : pour la période de juin- août 2015, aucune zone ne sera en situation d'urgence (phase 4). Néanmoins, près de **244 000 personnes** vivant au Burkina Faso, au Cap Vert, au Ghana, en Guinée Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad seront en phase d'urgence.

Phase 3 – Crise

- **Situation courante** : population estimée à **4 749 000 personnes**

¹ Les chiffres de populations dans cette analyse de mars 2015, portent sur 16 pays contrairement à ceux de novembre 2014 qui avaient concerné 13 pays.

Au total, 17 zones sont identifiées en phase 3 (crise) réparties dans les pays suivants : Cap vert (Santa Catherina, Porto Novo), Guinée Bissau (Boloma), Mauritanie (Hodh Chargui), Mali (Bourem, G. Rharous), Niger (Bosso, Diffa, Goudoumaria, Mainé Soroa, N’Gourti, N’Guigmi, et Gouré), Sierra Leone (Bombali, Poto Loko) et Tchad (Nord Kanem, Bahr Ghazal). Les populations en crise alimentaire et nutritionnelle dans les pays du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest sont estimées à 4 749 000 personnes nécessitant une assistance alimentaire immédiate.

- **En situation projetée : population estimée à 7 364 000 personnes**

En situation projetée, on estime que 48 zones risquent d’être en crise alimentaire et nutritionnelle (phase 3)-avec une population totale estimée à 7 364 000 personnes. Cette population aura besoin d’une assistance adaptée et immédiate en nutrition et santé, accès alimentaire et protection des moyens d’existence. Ces populations sont réparties entre le Burkina Faso (Soum, Oudallan), le Cap Vert (Santa Catherina, Porto novo), la Gambie (North Bank), le Mali (Ansongo, Bourem, G. Rharous), la Mauritanie (Tagant, Guidimaka, Gorgol, Hodh Chargui, Hodh Garbi, Assaba et Brakna), Niger (Bosso, Diffa, Goudoumaria, Mainé Soroa, N’Gourti, N’Guigmi, Ouallam, Bani Bangou, Gouré, Dungass, Abalak, Tanout), le Sénégal (Bakel, Goudiri, Ranerou Linguère, Tambacouda, Podor, Matam et Kanel), au Tchad (Barh El Ghazel Nord, Kanem Nord), en Sierra Leone (Bombali, Tonkonlili, Poto Loko, Kailahun, Kenema, Kono) et au Libéria (Bong, Lofa, Nimba, Margibi, Montserrabo, Grand Gedeh et Grand Kru).

Phase 2 – Sous Pression :

- **Situation courante : 23 052 000 personnes**

L’analyse fait ressortir un total de 187 zones en situation sous pression (phase 2) réparties sur toute la région. Dans la plupart des cas, cette situation est le résultat combiné de plusieurs facteurs dont notamment, les mauvaises récoltes localisées, l’insécurité civile, le faible pouvoir d’achat des ménages. Ces populations peuvent basculer à tout moment en situation de crise. **Le renforcement de leur capacité de résilience est essentiel.**

- **Situation projetée : 26 615 000 personnes**

Pendant la période juin-août 2015, on s’attend à une augmentation de populations en phase 2 (Sous pression) dans tous les pays de la région. Leur nombre passerait donc à environ **26 615 000 personnes** réparties dans 207 zones dans tous les pays de la région.

Estimation des populations en insécurité alimentaire

Le tableau 1 ci-dessous présente les estimations de populations par phase de sévérité de l’insécurité alimentaire dans les pays du Sahel et du Golfe de Guinée en situation courante et projetée.

Tableau 1 : Estimation des populations en insécurité alimentaire dans les pays du Sahel et les pays du golfe de Guinée en situation courante (mars-mai 2015) et projetée (juin-août 2015)

Pays	Situation Courante		Situation projetée	
	Mars - Mai 2015		Juin - Août 2015	
	Phase 2	Total en Phase 3 à 5	Phase 2	Total en Phase 3 à 5
Burkina Faso	669 000	79 000	1 202 000	371 000
Cap Vert	77 000	32 000	79 000	28 000
Gambie	412 000	101 000	522 000	178 000
Guinée Bissau	385 000	110 000	406 000	126 000
Mali	2 378 000	248 000	2 712 000	410 000
Mauritanie	723 000	264 000	851 000	465 000
Niger	3 334 000	757 000	4 177 000	1 158 000
Sénégal	2 371 000	640 000	3 147 000	1 040 000
Tchad	2 061 000	403 000	2 768 000	660 000
Total pays du Sahel	12 410 000	2 634 000	15 864 000	4 436 000
Bénin	1 041 000	56 000	887 000	51 000
Côte d'Ivoire	1 700 000	77 000	1 820 000	117 000
Ghana	3 086 000	676 000	2 286 000	440 000
Togo	914 000	70 000	1 064 000	113 000
Serra Leone	1 323 000	773 000	1 686 000	1 092 000
Libéria	1 231 000	189 000	1 467 000	722 000
Guinée	1 347 000	274 000	1 541 000	393 000
Total pays du Golfe de Guinée	10 642 000	2 115 000	10 751 000	2 928 000
Total région	23 052 000	4 749 000	26 615 000	7 364 000

Méthodologie et difficultés dans l'analyse

Les analyses ont été menées par les Cellules nationales rassemblant les experts nationaux, et facilitées par le CILSS et ses partenaires (Agences des Nations Unies, ONG, FEWS NET, GSU/IPC). Ces analyses se sont déroulées en février – mars dans tous les pays. Au Mali, en Mauritanie et Niger, les analyses ont été conduites en utilisant des informations récentes, notamment les enquêtes de vulnérabilité, des analyses sur l'économie des ménages (HEA) et des enquêtes nutritionnelles, les résultats des campagnes agropastorales mais aussi sur les rapports des dispositifs nationaux de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale et de la situation alimentaire et nutritionnelle; les données sur les marchés, etc. Les données historiques disponibles sur la nutrition et les prévisions agro météorologiques ont permis de formuler des hypothèses pour la situation projetée.

Dans les autres pays du Sahel et du Golfe de Guinée, malgré les recommandations des ateliers précédents, les analyses se sont principalement basées sur les proxys caloriques et dans une moindre mesure sur les données nutritionnelles ou les résultats partiels de HEA comme indicateurs de résultats et sur des facteurs contributifs (tendances des prix, productions agricoles, disponibilité de pâturage, données socio-économiques etc.).

Recommandations aux pays et leurs partenaires

Aux pays et leurs partenaires

Dans le court terme, il conviendra de répondre aux besoins des populations en situation de crise et d'urgence, dans les domaines de la nutrition, l'accès alimentaire et les moyens d'existence.

- Apporter rapidement une assistance alimentaire d'urgence en nature ou sous forme de transferts monétaires pour permettre aux ménages très pauvres et pauvres en phase 3 ou plus de satisfaire leurs besoins alimentaires de base ;
- Protéger et renforcer les moyens d'existence en soutenant les activités productives de la campagne de contresaison 2014/2015 des ménages en phase 2 ;
- Renforcer l'accès aux aliments du bétail et aux services vétérinaires de base pour les agropasteurs et les pasteurs des pays du Sahel pour pallier au déficit fourrager et aux difficultés liées à la perturbation des mouvements de transhumance ;
- Renforcer la surveillance, la prévention et la prise en charge de la malnutrition aiguë globale ainsi que l'accès aux soins de santé en particulier dans toutes les zones où la MAG dépasse le seuil critique de 10% ;
- Renforcer l'accès humanitaire et répondre aux besoins spécifiques dans les zones d'accueil des flux de réfugiés et de déplacés notamment dans l'Est de la Mauritanie, l'Est et l'Ouest du Niger, l'Est et le Sud du Tchad et le Sahel burkinabè.

Au CILSS et ses partenaires

- Poursuivre la formalisation des Cellules Nationales d'Analyse dans les pays conformément aux directives données par le CILSS et ses partenaires et veiller à une correcte représentation des acteurs à son sein ;
- Renforcer les systèmes conjoints de collecte de données sur les indicateurs de résultats (consommation alimentaire, évolution des moyens d'existence, nutrition) et rendre disponibles les données avec un timing en phase avec la planification des cycles d'analyse.



Contacts

Mme Maty BA DIAO

Présidente de la Cellule d'analyse du CH

Chef de Département Information et Recherche, Centre Régional AGRHYMET/CILSS

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 90 20 38 73

E-mail : M.Badiao@agrhyment.ne

Mr Baou Issoufou

Expert Analyste en Cadre Harmonisé

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54

E-mail : I.baoua@agrhyment.ne

Partenaires Techniques



Partenaires Financiers

